

Yves Sintomer

## Gramsci dissident comme



**«Je pouvais prévoir les coups des adversaires que je combattais, je ne pouvais pas prévoir que des coups m'arriveraient d'autres directions, de là où je les attendais le moins» (Gramsci, 19/5/1930).**

Quelques remarques sur la rupture de Gramsci avec l'Internationale communiste et le PCI.

Cet extrait d'une des lettres inédites permet de revenir sur les rapports de Gramsci avec l'Internationale communiste et le PCI. Jusqu'à il y a peu de temps encore, les historiens du PCI tentaient de démontrer que, si Gramsci avait bien pris ses distances avec le PCUS, il avait été appuyé jusqu'au bout par son propre parti, le PCI, et que les soupçons qu'il avait pu nourrir à l'encontre de celui-ci étaient un malentendu imputable aux conditions carcérales et aux manœuvres de division du régime fasciste. C'est ainsi que P. Spriano a cherché jusqu'à la fin de sa vie une preuve qui permettrait sur ce point d'innocenter définitivement les dirigeants communistes italiens de l'époque... et ne l'a pas trouvée. De même, il y a trois ans, L. Canfora prétendit que la «tristement fameuse» lettre de Grieco à Gramsci en 1928, qui fut à l'origine de doutes de Gramsci sur ses «amis», était un faux de la police politique fasciste. Aujourd'hui, des documents et témoignages nouveaux et un contexte politique modifié permettent de lever en bonne partie les ombres persistantes sur ce problème historique et politique : *la rupture, dès 1926, de Gramsci avec l'Internationale communiste comme avec le PCI, se rouve mise en lumière.*

La rupture de Gramsci avec l'IC est connue depuis longtemps déjà. Le 14/10/1926, au nom du PCI, Gramsci envoie au CC du PCUS une lettre qui constate que les luttes internes de celui-ci menacent de lui faire perdre «la fonction dirigeante (qu'il) avait acquise sous l'impulsion de Lénine». Au vu des discriminations contre l'opposition mises en œuvre par la direction russe à l'époque, cela équivaut à une condamnation. Gramsci emprisonné suivra le fil de son raisonnement. Le 25 août 1930, il demandera qu'on lui procure les livres écrits par Trotsky après son expulsion d'URSS, et réitérera sa demande le 1/12/30 et le 16/11/31. Selon le témoignage récent de Piacentini, Gramsci, dans la prison de Turi, «parlait de Staline comme d'un despote et disait connaître le testament de Lénine qui soutenait que Staline était inapte à devenir secrétaire général du parti bolchévique»; il faisait explicite-

ment référence au concept trotskyste de «Thermidor» pour analyser l'évolution de la Russie (ce qui prolonge les analyses des *Cahiers* sur le «bonapartisme» et le «césarisme» liés aux «révolutions par en haut»).

### Méfiance

En retour la direction communiste russe est plus que méfiante à son égard. Comme le montre la lettre à Tatiana du 13/1/31 que nous publions, Gramsci est averti des pressions qui s'exercent sur Giulia pour l'éloigner de lui. Genia, l'aînée des sœurs Schucht, en sera l'exécutrice principale, le dessin venant du Komintern et de la GPU (ancêtre du KGB), Tatiana avertit Gramsci dans une lettre du 28/12/1930, et note dans une autre (du 20/1/31) les résistances de leur père à reconnaître que le manque de solidarité avec Gramsci avait des origines politiques. Elle l'avait informé quelques mois plus tôt que Giulia était soumise à la censure (dans une lettre du 24/5/30 et une carte du 6/6/30, récemment publiées par Natoli). Gramsci fera plus tard écho aux «multiples censures» qui l'empêchaient de mener une correspondance normale avec sa compagne. Il faut ajouter que, sauf nouvelle révélation, il n'y a pas trace de tentatives soviétiques de libérer Gramsci entre l'été 1928 et l'automne 1932, alors qu'après le Concordat de 1929, le contexte politique était plutôt favorable à un échange de prisonniers entre l'URSS et l'Italie fasciste. De même, après 1935, quand il est en liberté provisoire et qu'il pourrait songer à prendre comme d'autres le chemin de l'exil, Gramsci n'évoque pas cette possibilité dans les lettres. R. Rossanda affirme qu'il fut prévenu au moins depuis 1935 (sans doute par Sraffa) qu'il était indésirable à Moscou : les grands procès et la liquidation physique des communistes dissidents s'annonçaient déjà.

L'évaluation des relations de Gramsci avec le PCI fut longtemps plus problématique. La lettre de 1926 au PCUS ne fut pas transmise par Togliatti, alors à Moscou, qui la jugeait inopportune et s'attira une sèche réponse de Gramsci. Des documents russes récemment publiés par Spriano montrent cependant que l'initiative de Togliatti fut approuvée par le BP du PC d'I, dans un télégramme du 26/10/26. En novembre, dans une réunion à laquelle Gramsci ne put prendre part, le BP du PC d'I pencha du côté de

Togliatti pour les « questions russes ». G. Vacca en conclut à l'issue d'un article fort documenté qu'il n'y eut donc « pas seulement une rupture entre Gramsci et Togliatti à l'automne 1926, mais aussi et encore plus une rupture de Gramsci avec le Bureau politique du parti ». Gramsci maintint par la suite des liens directs avec Togliatti, mais pas avec le reste de la direction communiste italienne.

## La lettre de Grieco

Un deuxième élément vient alourdir les rapports de Gramsci avec le PCI : la « lettre tristement fameuse » de Grieco en 1928. Gramsci pensa qu'elle empêchait l'échange espéré de prisonniers politiques entre l'URSS et l'Italie, et quelle constituait une pièce supplémentaire dans son procès. Il se fiait en cela aux paroles qu'avaient prononcées le juge d'instruction (qui travaillait sans doute avec la police politique fasciste) : « Monsieur le Député, vous avez des amis qui désirent certainement que vous restiez un bout de temps en prison » (lettre de Gramsci à Tatiana du 5/12/32). Gramsci se trompait sur les effets concrets de la lettre : les tractations entre l'URSS et le régime fasciste avaient déjà capoté, et la lettre ne fut pas versée dans les pièces d'accusation du dossier. Cependant, il semble de plus en plus difficile d'attribuer les doutes de Gramsci à une obsession paranoïaque qui l'aurait en vahé en prison.

D'une part, l'hypothèse selon laquelle la lettre aurait été un faux de la police politique n'est pas convaincante. Natoli lui oppose à juste titre la question : si tel était le cas, pour quoi le PCI, informé des doutes de Gramsci, n'aurait-il pas pris la peine en dix ans de le faire savoir au prisonnier ?

D'autre part, attribuer la lettre à une « légèreté » de Grieco, comme l'écrivit Sraffa à Tatiana (lettre du 18/9/37), semble de plus en plus problématique. Gramsci lui-même envisageait plusieurs hypothèses : « S'est-il agi d'un acte scélérat, ou d'une légèreté irresponsable ? C'est difficile à dire. Peut-être les deux à la fois ; il est possible que celui qui écrivit fut seulement d'une stupidité irresponsable et que quelqu'un d'autre, moins stupide, l'ait poussé à écrire » (lettre à Tatiana, 5/12/32). Au début de 1933, Gramsci confirme à Tatiana ce raisonnement, par écrit du 27/2/33 et de vive voix. Celle-ci, dans une à Sraffa du 28/9/37 (publiée par Spriano en 88) citera d'ailleurs une lettre de son beau-frère que nous ne possédons pas, qui demandait à son ami intime de « vérifier avec patience l'activité passée et présente de celui qui a inspiré la lettre, si l'on ne peut pour des raisons d'intelligence en attribuer la responsabilité à celui qui l'a écrite et signée » (la lettre était déjà écrite au début de 1937. Vacca en conclut que l'inspirateur devait pour Gramsci être un dirigeant du Komintern, plutôt que Togliatti dont « l'activité passée » était à l'évidence connue par Gramsci.

Quoi qu'il en soit, un responsable du PCI est mêlé à l'affaire et Gramsci a pu juger de l'ampleur de ses divergences avec ses camarades italiens lors de discussions politiques organisées à la fin de 1930 grâce à l'arrivée

dans la prison de Turi d'autres dirigeants du PCI. Sur les politiques du parti russe, de l'IC et du parti italien, les jugements de Gramsci et du PC d'I « furent aux antipodes » (Vacca). Aux griefs exprimés par Gramsci en 1926 sur la façon de mener les débats internes s'ajoute après 1928-29 son désaccord avec le tournant dit de la « troisième période » par lequel l'Internationale communiste abandonne le Front unique au profit de la théorie du social-fascisme. Ce tournant revient en Italie à rejeter la ligne politique sur laquelle Gramsci avait orienté le PCI en janvier 1926. Gramsci prévoit quant à lui la nécessité d'une phase « démocratique » et avance le mot d'ordre d'Assemblée constituante. Il réaffirme explicitement celui-ci en mai 1931, en opposition aux conclusions du quatrième Congrès du PCI (dont on le tient informé). Que ces divergences politiques se repercutent jusqu'à l'intérieur de la prison est connu : Gramsci s'y heurte à l'hostilité de nombre de ses camarades, et cela n'est dû qu'en partie à l'envie de certains d'entre eux devant les conditions d'existence « privilégiées » de Gramsci (cellule individuelle, possibilité d'écrire). L'envie ne joue d'ailleurs plus aucun rôle en novembre 1933 lorsque l'auteur des *Cahiers*, très affaibli, est transféré à la clinique carcérale de Civitavecchia : Terracini, selon son propre témoignage, se voit opposer une fin de non recevoir lorsqu'il propose aux autres dirigeants communistes enfermés à Civitavecchia (parmi lesquels Pajetta, Rodeva...) de prendre contact avec Gramsci ; celui-ci est en effet soupçonné par ses ex-camarades d'être un « renégat ».

## Nouveau jour

C'est ainsi que s'éclairent d'un jour nouveau les négociations officieuses qui, sur proposition de Gramsci, sont entamées à l'automne 1932 en vue d'échanger Gramsci contre une détenue politique italienne en URSS (les négociations dureront jusqu'à la fin de 34, échouant principalement du fait du refus du gouvernement italien). Dans une lettre de Tatiana à Sraffa du 11/2/33, publiée pour la première fois dans son intégralité par Natoli, la belle-sœur de Gramsci fait le compte rendu de ses discussions avec le prisonnier. Elle précise que Gramsci entend absolument que toute l'affaire soit traitée « de gouvernement à gouvernement », toute référence à sa qualité de « dirigeant du parti communiste » risquant de faire échouer l'affaire (cette appréciation est d'ailleurs corroborée par les documents soviétiques concernant les négociations publiés en 1988 par Spriano). La référence au précédent de 1928 est explicite : « En aucune manière il ne faut écrire quelque chose là-dessus, afin que ne se répète pas ce qui arriva avant le procès, en 1928. Les amis italiens doivent ignorer à tout prix la tentative, sans quoi celle-ci subirait le sort de la première tentative en ce sens ». Ainsi, au-delà des questions tactiques sur la manière de mener au mieux les négociations (« de gouvernement à gouvernement »), Gramsci refuse que le parti soit mis au courant, alors même que le secrétariat du PCd'I était officiellement saisi de l'affaire (en discutant notamment en février 33). Cela

témoigne de la méfiance avec laquelle il considérait ses anciens camarades.

La mise en liberté conditionnelle ne met pas fin à l'interrogation torturante de Gramsci sur le comportement des dirigeants russes et italiens à son égard. Il y revient encore dans une lettre adressée le 16/6/36 à Giulia : « Je veux te décrire aujourd'hui une série de pensées qui me venaient lorsque j'étais en prison : je cherchais à répondre à la question : « qui m'a condamné à la prison (...) ». La réponse n'était pas facile parce que, en réalité, au-delà de la force principale qui détermine l'acte dans son ensemble, il existe tant d'autres forces qui consciemment ou inconsciemment participent à la détermination concrète d'une circonstance ou d'une autre qui sont ressenties parfois avec plus de force que l'acte principal ». Ses doutes sont hélas étayés par la « longue série de faits successifs et congruents ». Si les interrogations subsistent encore sur les motivations véritables de la lettre de Grieco en 1928, Gramsci n'était-il pas un peu dans le vrai lorsqu'il écrivait le 5/12/1932 : « Il est inutile de se casser la tête sur de telles questions. Le fait objectif demeure, et il signifie quelque chose ? En août 1938, lorsque la lettre de Gramsci au PCUS d'octobre 1926 fut pour la première fois rendue publique (par la presse socialiste), le PC d'Italie fut sur le point de la désavouer publiquement (cf. le procès verbal de la réunion publié récemment par Fiori). La boucle aurait été symboliquement bouclée : à partir de la fin de 1926, la rupture est consommée entre Gramsci et l'Internationale communiste, PC d'Italie inclus. Il n'est plus permis d'entretenir le mythe créé par Togliatti : celui d'un PC d'Italie en communion spirituelle avec Gramsci. Le prisonnier a payé dans sa chair le fait d'être communiste et dissident. Comme il le pressentait, la responsabilité de sa mort ne retombe pas seulement sur le régime de Mussolini. M